

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

## Vie de la Société

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 60 (1919), p. 141-156

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1919\\_\\_60\\_\\_141\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1919__60__141_0)

© Société de statistique de Paris, 1919, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques  
<http://www.numdam.org/>

# JOURNAL

DE LA

## SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 4. — AVRIL 1919

---

---

I

### PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 19 MARS 1919

---

#### SOMMAIRE

---

OUVERTURE DE LA SÉANCE PAR M. PAUL MEURIOT, PRÉSIDENT. — PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 19 FÉVRIER 1919.

NOMINATION ET PRÉSENTATION DE MEMBRES TITULAIRES.

COMMUNICATIONS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET PRÉSENTATION D'OUVRAGES.

COMMUNICATIONS DU TRÉSORIER ET DU RAPPORTEUR DE LA COMMISSION DES FONDS ET ARCHIVES.

COMMUNICATION DE M. LE D<sup>r</sup> CHERVIN SUR LE MARIAGE.

COMMUNICATION DE M. YVES-GUYOT : CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DE LA GUERRE AUX ETATS-UNIS

---

OUVERTURE DE LA SEANCE PAR M. PAUL MEURIOT, PRÉSIDENT. — PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 19 FÉVRIER 1919

La séance est ouverte à 17<sup>h</sup> 30, sous la présidence de M. Paul MEURIOT, président, qui regrette de ne pouvoir mettre aux voix l'adoption du procès-verbal de la séance du 19 février, en raison du retard de la publication du Journal de mars 1919, bien que le bon à tirer ait été envoyé le 10 mars 1919.

#### NOMINATION ET PRÉSENTATION DE MEMBRES TITULAIRES

M. le Président met aux voix les candidatures de MM. Georges PATEL, ROSENFELD, CHARRIER, Maurice JAMAULT, REYMONDIN, WIBRATTE, GAUDIN et Arthur DELACOUR, présentés dans la dernière séance. Ces candidatures sont acceptées à l'unanimité et MM. PATEL, ROSENFELD, CHARRIER, JAMAULT, REYMONDIN, WIBRATTE, GAUDIN et DELACOUR sont nommés membres titulaires.

M. le Président annonce ensuite qu'il a reçu les demandes d'admission suivantes au titre de membre titulaire :

M. Gaston BEDENNE, professeur à l'École Bréguet, 7, rue de Villersexel (VII<sup>e</sup>), présenté par MM. Barriol et Raphaël-Georges Lévy.

M. le comte Maurice DE PÉRIGNY, explorateur, chargé de missions, membre

titulaire de la Société d'Économie politique, lauréat de la Société de Géographie, 4, avenue Malakoff (XVI<sup>e</sup>), présenté par MM. Emmanuel Vidal et René Pupin.

M. PESCHAUD, secrétaire général de la Compagnie du Chemin de fer d'Orléans, 8, rue de Londres (IX<sup>e</sup>), présenté par MM. Barriol et André Liesse.

Conformément à l'usage, il sera statué sur ces candidatures à la prochaine séance.

#### COMMUNICATIONS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET PRÉSENTATION D'OUVRAGES

M. le Secrétaire général annonce qu'il a reçu pour la Société un certain nombre d'ouvrages parmi lesquels il cite :

FRANCE. — Ministère de l'Intérieur. — Statistique sanitaire de la France. — 1<sup>re</sup> partie. — Villes de 5.000 habitants et au-dessus (1914).

Gouvernement général de l'Algérie. — Délégations financières et Conseil supérieur. — Session extraordinaire de décembre 1918.

JAPON. — Annuaire financier et économique du Japon pour 1918.

FINLANDE. — Annuaire statistique de Finlande pour 1917.

Aperçu statistique de l'état des établissements d'instruction secondaire en Finlande, pendant l'année scolaire 1916-1917.

Rapport du Conseil supérieur de l'administration médicale en Finlande pour 1915.

Il fait une mention spéciale d'un ouvrage de notre savant collègue le professeur Giorgio MORTARA : « Elementi di statistica appunti sulle lezioni di statistica metodologica dettate nell'istituto superiore di studi commerciali di Roma » ainsi que d'une brochure de M. A. S. DU MESNIL-THORET : « Le contrôle interallié de la dette allemande ». Il signale également à l'attention de ses collègues deux brochures de M. JULLERAT : « Rapports sur des recherches effectuées au bureau du casier sanitaire de 1913 à 1917 relatives à la répartition de la tuberculose et du cancer à Paris » et trois opuscules de M. RISSER :

- a) Guide technique des sociétés de secours mutuels;
- b) Rapport sur la Caisse des Invalides de la Marine;
- c) Rapport sur la Caisse de Prévoyance des Marins français.

#### COMMUNICATIONS DU TRÉSORIER ET DU RAPPORTEUR DE LA COMMISSION DES FONDS ET ARCHIVES

M. MATRAT, trésorier, souffrant, est remplacé par M. BOREL, rapporteur de la Commission des Fonds et Archives, qui présente le rapport inséré en annexe au présent procès-verbal et conclut à l'approbation des comptes et du projet de budget pour 1919.

M. le Président adresse ses remerciements au trésorier et au rapporteur et met ensuite aux voix les conclusions de la Commission, lesquelles sont acceptées à l'unanimité.

#### COMMUNICATION DE M. LE D<sup>r</sup> CHERVIN SUR LE MARIAGE

M. le Président donne la parole à M. CHERVIN.

M. CHERVIN dépose sur le bureau une proposition de loi relative aux simplifications des formalités administratives du mariage. Cette proposition de loi a été adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat et modifiée par la Chambre des Députés; elle est de nouveau en instance devant le Sénat.

M. CHERVIN a insisté (Voir Journal de la Société, p. 506 — année 1915) en 1915 sur la nécessité de débarrasser le plus possible la célébration du mariage des formalités souvent inutiles qui le gênent et l'entravent.

Le Parlement s'est mis d'accord sur diverses modifications heureuses, mais il y a encore divergence sur l'âge auquel on peut contracter mariage sans l'autorisation des parents. La Chambre propose vingt-cinq ans, le Sénat demande trente ans, parce qu'il estime que, « à vingt-cinq ans, l'enfant (*sic*) n'est pas à l'abri de l'entraînement des passions ». Il paraît qu'après la trentaine, le mariage s'accomplit sans passion.

Voilà plusieurs années que ce projet de loi fait la navette entre les deux Chambres : une décision est urgente. En effet, à l'heure actuelle, on est contraint en Alsace-Lorraine d'employer les formules allemandes pour la célébration du mariage parce que dans l'attente d'une nouvelle législation, l'Administration n'a pas encore pu fournir aux municipalités françaises d'Alsace-Lorraine un formulaire français.

#### COMMUNICATION DE M. YVES-GUYOT : « CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DE LA GUERRE AUX ÉTATS-UNIS. »

M. YVES-GUYOT rappelle que l'année dernière, au mois de mai, il a fait une communication sur *Les Finances de guerre aux États-Unis*, au lendemain de la souscription du troisième *Liberty Loan* (emprunt de la Liberté). Sa communication actuelle est le complément de celle-là.

Il croit utile de rappeler que la superficie des États-Unis, non compris l'Alaska et les Grands Lacs, est de 7.848.000 kilomètres carrés et celle de l'Europe de 10.200.000 kilomètres carrés; elle atteint donc les trois quarts de celle de l'Europe. Sa population de 105 millions ne représente spécifiquement que 14 habitants 15 par kilomètre carré. Il rappelle que l'année fiscale va du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin et que le dollar vaut au pair 5<sup>f</sup> 18.

La valeur des terres cultivées et bâtiments de ferme est évaluée en 1918 à 40.991 millions; son produit à 19.431 millions.

En 1914, avant la guerre, le capital de l'industrie, ne comprenant ni les chemins de fer, ni la construction, ni les petits ateliers (*Hand trades*), était évalué à 22.790 milliards; la valeur de ses produits à 24.246 millions, soit 115 % du capital.

Quelle est la progression des affaires pendant la guerre en prenant comme chiffre de base 1913?

*The Report of Committee of war finance of the American Economic Association*, qui a pour président M. E. R. A. Seligman, le célèbre professeur de la *Columbia University*, indique une augmentation de 12 % en 1917. Elle répond au cours de 25 principales valeurs industrielles du marché de New-York. En décembre 1916, leur progression a atteint presque 70 %, mais en décembre 1917, elle était retombée à 10 %; en décembre 1918, elle était remontée à 20 %, mais depuis elle a subi un mouvement de réaction.

M. YVES-GUYOT donne les chiffres de l'*United States Steel Corporation*, mais ce ne sont pas seulement les industries de guerre qui se sont développées. L'évaluation des produits de l'industrie de la soie, pour 1918, se monte à 500 millions de dollars, soit plus de 2.500 millions de francs. La production de la soierie en France a été de 608 millions en 1917.

L'ensemble du prix des marchandises a augmenté de 92 %. A cette élévation des prix, en dehors de la pression de la demande et de la rareté relative de l'offre, il y a deux causes : l'inflation des banques; le chiffre des obligations du Gouvernement conservées par les banques.

Le total de la monnaie en circulation a augmenté de 45 %; le stock de monnaie de 52 % en 1917; de 83 % en 1918. La proportion de l'or dans le stock était en 1913 de 51 %, en 1917 de 59 %, en 1918 de 45 %. Les encaisses destinées à garantir les dépôts de toutes les *Commercial banks* et des douze *federal Reserve banks* ont passé de \$ 1.488 millions en 1913 à 2.254 en 1917, soit une augmentation de 51 %.

Les dépôts en banque ont passé de \$ 12.678 millions en 1917 à 21.673, en 1918 à 24.600 millions, soit une augmentation de 68 et de 94 %.

La proportion de l'encaisse aux dépôts, qui était de 11,7 % en 1913, était en 1917 de 10, 6 %.

Un particulier pouvait obtenir de l'or, mais il eût été déconsidéré s'il en avait demandé. Une proclamation du 7 septembre 1917 prohiba l'exportation de l'or, sauf licence spéciale.

Les opérations des quatorze *Clearing houses* existant aux États-Unis ont été en 1917 de \$ 267 milliards, en 1918 de \$ 275 milliards, soit une augmentation de 3 %.

Comment les États-Unis supportent-ils les dépenses de guerre ?

L'année fiscale de 1918 finira le 30 juin 1919. Les dépenses sont évaluées à \$ 24 milliards, soit plus de 125 milliards de francs.

Ils seront demandés à l'emprunt et à l'impôt. Les quatre *Liberty Loans* ont produit \$ 16.974 millions. Le Congrès a autorisé le Président à émettre un cinquième emprunt s'élevant jusqu'à \$ 7 milliards en titres à court terme. On prévoit un taux de 4 1/2 à 5 % et le remboursement en cinq ans. Toutefois, on considère qu'il sera surtout souscrit par les banques et que l'intérêt doit être assez élevé pour les prémunir contre le risque de baisse.

Le 24 février 1919, dans le train qui l'emmenait de Boston à Washington le Président Wilson a signé le nouveau *Revenue bill* sur l'*income and war taxes* pour l'année 1918.

Le secrétaire d'État GLASS lui a donné le titre de *Victory Tax*. La perception en a commencé dès le 25 février et doit être terminée au 30 juin.

L'*Income Tax section* frappe les revenus de \$ 3.000 à 5.000 d'une taxe de 6 %. Pour un revenu de \$ 6.000, la taxe est élevée à 12 % qui reste invariable, mais on y ajoute une surtaxe qui, de 1 %, s'élève jusqu'à 65 % pour les revenus au-dessus de \$ 1 million. Pour un revenu de \$ 1 million, la taxe et la surtaxe absorbent \$ 703.000.

Le *Bankers trust Company* a fait un travail très intéressant sur la possibilité de pourvoir aux 24 milliards de dépenses d'après les revenus des contribuables. Il admet que le revenu général est de \$ 60 à 70 milliards. Il prend le chiffre le plus bas, soit \$ 52.850 millions pour les familles et \$ 7.150 millions pour les *corporations* (sociétés par actions).

L'impôt doit donner \$ 9.076 millions; le surplus, \$ 14.923 millions, doit être pourvu par des emprunts.

Quelle peut être la part des impôts et des emprunts par catégories de contribuables? Dans un graphique, cette étude montre que jusqu'au-dessous de \$ 100.000 la part de l'impôt est inférieure à celle que peut donner l'emprunt, c'est-à-dire l'impôt volontaire. Mais à partir de \$ 100.000 la proportion est changée : la part de l'emprunt n'est plus que de \$ 27,40 sur \$ 66,50 et elle ne cesse de diminuer.

Le poids de l'impôt est lourd; si l'individu perd, il subit la perte tout entière, et le Gouvernement peut lui prendre jusqu'à 80 % de son revenu.

— Ce qui lui reste est suffisant, répond-on !

— Soit, pour ses besoins personnels, mais ces lourds impôts empêchent la formation de capitaux, paralysent l'esprit d'entreprise.

Le nombre des revenus de \$ 3.000 à \$ 4.000 a augmenté de 120 %, mais au-dessus de \$ 10.000, cette augmentation est restreinte à 10 %, et pour les très gros revenus, elle a disparu.

Il est arrivé que tel industriel, après avoir rengagé ses capitaux, s'est trouvé, pour faire face aux réclamations du fisc, dans l'obligation d'emprunter pour payer ses impôts.

Une industrie a été fortement atteinte : celle des chemins de fer dont le capital s'élevait en 1916 à \$ 21.092 millions payant comme intérêts et dividendes \$ 792.664.000. Quand, en 1887, le Gouvernement fédéral a institué l'*Interstate*

*Commerce Commission*, il a oublié les conditions dans lesquelles les promoteurs des compagnies avaient pu trouver des capitaux pour lancer des chemins de fer qui ont fait surgir des établissements agricoles et industriels là où il n'y avait que la prairie ou la forêt.

En 1918, le réseau des chemins de fer a atteint 266.000 milles (soit plus de 428.000 kilomètres), dix fois la longueur du réseau français, et comptait 1.700.000 employés.

En 1916, le chiffre des transports avait dépassé tous les précédents. Les marchandises venaient s'empiler dans les ports.

Le 4 septembre, quatre associations (*Brotherhoods*) représentant 400.000 employés menacèrent de la grève « si les compagnies ne leur accordaient la journée de 8 heures ». Il faut entendre par là le *run* ou parcours. Le Président WILSON proposa son arbitrage et l'*Adamson bill* donna satisfaction aux employés : pour un *run* de 8 heures, l'employé est payé comme s'il était de 10 heures; s'il dépasse 8 heures, il comporte un tarif supplémentaire.

Le congrès nomma ensuite une commission pour examiner les conséquences financières de ce bill, et le 25 mai 1918 il y a eu une nouvelle augmentation d'appointements, avec effet rétroactif à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1918, entraînant une dépense de \$ 350 millions.

Le 5 avril 1917, la veille du jour de la déclaration de guerre, une résolution du *Council of national defence* invita les chemins de fer à obtenir la plus grande rapidité dans leur exploitation. Ils continuèrent d'être administrés par leur direction jusqu'au 27 décembre 1917.

Les compagnies doublèrent, dans l'année, le tarif de 1906 qui tenait le record, mais elles demandèrent un relèvement de tarif. Le Président y répondit par une proclamation du 26 décembre 1917 plaçant les chemins de fer sous sa direction en vertu des pouvoirs que lui conférait l'*Army bill of 1916*. Un premier crédit de \$ 500 millions fut donné au Président : le 26 mai 1918, il y a eu une augmentation de tarif de 25 % sur les marchandises et de 3 cents (0,15) pour mille pour les voyageurs. Le total des crédits alloués en 1918 s'est élevé à \$ 937.961.000.

Voici le coefficient d'exploitation pour les trois grands districts des États-Unis :

	1917	1918
Eastern district . . . . .	75,67	93,47
Southern district. . . . .	68,03	80,83
Western district . . . . .	67,75	82,78

Les chemins de fer doivent retourner aux compagnies dans un délai de vingt et un mois après la paix. Quelle sera leur situation?

L'*American Labor* réclame leur nationalisation. Pourquoi? Parce que le Gouvernement est un *easy boss*, un directeur commode.

Mais la situation des chemins de fer pèse lourdement sur tous leurs porteurs de titres.

M. YVES-GUYOT fait circuler parmi les assistants un graphique publié par l'*Analyst* qui montre que sur les 50 valeurs, la moitié industrielles, l'autre moitié de chemins de fer, qui servent de types pour déterminer les mouvements de la Bourse de New-York, les valeurs de chemins de fer, qui jusqu'au 1<sup>er</sup> août 1914 avaient toujours dépassé les valeurs industrielles, sont, depuis cette date, toujours au-dessous.

Parmi les causes de perturbation pour la reconstitution économique des États-Unis, se trouve la question du travail.

La propagande germanique faisait dire aux ouvriers : « La guerre, c'est une guerre des capitalistes, des grands industriels, qui, ayant fait des crédits aux nations alliées, ont besoin de se faire payer et qui, si elle éclate, verront augmenter leurs commandes. »

Le Gouvernement fédéral a voulu permettre de donner à ces arguments la réponse suivante :

« Si c'est une guerre de capitalistes, le Congrès et le Président ont été dominés par le capitalisme et ils doivent continuer à l'être. Or, quels sont les faits? Avant l'entrée des États-Unis dans la guerre, les capitalistes pouvaient toucher leurs bénéfices comme ils l'entendaient; aussitôt la guerre déclarée, l'Administration fixa les prix maxima « auxquels les capitalistes vendraient les produits du travail », les prix du charbon, du blé, des métaux, du cuivre; pas un instant, il n'a été question de fixer le maximum du prix du travail. Au contraire, quand on a fixé le prix du cuivre à 23 1/2 cents par livre, on stipula le maintien des salaires au taux antérieur. Comment, en présence de ces faits, peut-on alléguer que c'est une guerre de capitalistes? »

Les ouvriers américains ont été frappés par cet argument et ont répondu à l'appel : mais en même temps, ils se sont placés comme puissance distincte de l'ensemble de la nation : « Nous déclarons que les *wage earners* (les salariés) ont le droit de déterminer les conditions auxquelles ils doivent fournir leurs services; que le travail sera représenté dans tous les conseils pour la conduite de la guerre et dans la commission choisie pour négocier les termes de la paix. »

*The New York State Industrial Commission* a donné les chiffres suivants au mois d'août, des salaires, sans distinguer entre ceux des hommes et des femmes, entre ceux des employés et des ouvriers :

	Par semaine	Pour 100
<b>1914</b> . . . . .	12,53	100
<b>1917</b> . . . . .	16,44	131
<b>1918</b> . . . . .	21,23	169

**Les ouvriers n'ont pas à craindre de manquer de travail.**

La question du commerce extérieur intéresse tout spécialement les nations alliées et la France. Quant aux États-Unis, son commerce extérieur représente à peu près 10 à 12 % de son revenu intérieur. Voici quelques chiffres de son commerce extérieur pendant les années fiscales (Commerce spécial) :

	Exportations	Importations	Excédent des exportations
<i>Avant la guerre :</i>			
<b>1913-1914</b> . . . . .	2.364	1.893	471
<i>Depuis la guerre :</i>			
<b>1914-1915</b> . . . . .	2.768	1.674	2.094
<b>1915-1916</b> . . . . .	4.333	2.198	2.135
<b>1916-1917</b> . . . . .	6.299	2.659	3.640
<b>1917-1918</b> . . . . .	5.928	2.946	2.982

Cet excédent des exportations provient surtout du commerce des États-Unis avec l'Europe.

**Europe.**

	Exportations	Importations	Excédent des exportations
<b>1916-1917</b> . . . . .	4.324	610	3.714
<b>1917-1918</b> . . . . .	3.738	411	3.327

Les paiements se sont effectués par des retours aux États-Unis des valeurs américaines possédées par des Européens. L'or n'a joué qu'un rôle d'appoint. De 1915 à 1918, importations d'or : \$ 1.595 millions; exportation, 629; reste comme excédent \$ 966 millions, tandis que l'excédent des importations de marchandises a été de \$ 8,847 millions, soit de plus de 816 % en plus.

Comment les comptes se sont-ils réglés? Par des créances des États-Unis sur les pays acheteurs.

Au mois de décembre, les dettes des pays alliés dépassaient 8.600 millions de dollars et un intérêt de 500 millions. Comment les Alliés peuvent-ils payer ces intérêts? De plus, comment pourront-ils payer le coton, le blé et autres objets d'alimentation, les matières premières, les machines dont ils ont besoin?

Pas en or, puisque l'encaisse des États-Unis représente actuellement le grand réservoir de l'or; pas en marchandises. Le tarif des douanes des États-Unis n'en favorise pas l'entrée, et de plus les nations alliées ne peuvent leur fournir pour une pareille somme les objets dont ils ont besoin.

Alors, comment pourra se faire le règlement? M. VANDERLIP, avec l'autorité que lui donne la qualité de président de la *National City Bank*, a, entre autres, dans une étude intitulée *Reconstitution*, posé la question de la manière suivante :

Les Anglais ont rendu le plus grand service à la civilisation et ont développé leur commerce en faisant des prêts aux pays neufs, les États-Unis, l'Amérique du Sud, l'Inde, leurs dominions; nous devons faire de même. Au lieu de réclamer les intérêts de nos créances aux Alliés, nous devons devenir leurs commanditaires et nous rembourser de nos créances avec les bénéfices que nous ferons avec eux et ces bénéfices serviront de règlements de compte pour nos exportations.

C'est une manière hardie mais féconde de comprendre le rétablissement de l'équilibre entre les États-Unis et les Alliés, et M. YVES-GUYOT espère que, du côté des Alliés, on saura la comprendre et la secourir.

Dans une réunion tenue le 8 décembre chez Judge Gary, le président de l'*United States Steel Corporation*, où se trouvaient tous les grands métallurgistes américains, a posé nettement la question du rétablissement des affaires des États-Unis : les industriels doivent prendre l'initiative de la baisse des prix; autrement, les acheteurs se réserveront, au lieu d'acheter et de se mettre au travail. C'est un bénéfice pour tous qu'elle se présente le plus tôt possible, car elle est le principal facteur du retour à l'activité économique normale.

M. le Président remercie M. YVES-GUYOT de son intéressante communication et donne la parole à M. NEYMARCK.

M. Alfred NEYMARCK rappelle ce que nos amis des États-Unis, qui sont venus se ranger du côté des Alliés au secours de la France et de la civilisation humaine, ont fait jadis, lors de la guerre de Sécession. En 1862, le capital nominal de la dette publique américaine représentait en francs 2.720 millions, coûtant en intérêts annuels 110 millions. En 1865, la dette publique s'élevait à francs : 13.440 millions, exigeant comme intérêts annuels environ 750 millions.

En 1861, l'or était au pair. En mars 1863, il valait 109 à 120, c'est-à-dire qu'il fallait 109 à 120 pour avoir 100 dollars en or. Au commencement de 1864, l'or faisait 152; le 1<sup>er</sup> juillet 280, le 2 janvier 1865 il faisait 228. En 1868, il faisait encore 138, l'Amérique avait eu recours à tous les moyens de crédit pour se procurer les capitaux nécessaires à sa liberté, à son union : billets à cours forcé — les fameux *green backs* (dos verts), — coupures multiples en papier pour remplacer les timbres-poste et les timbres de commerce, billets pour les banques, fournis par l'Administration, etc.; toutes les banques soumises à l'autorité complète, absolue de l'État, etc.; l'Amérique emprunta à 6, 7, 8, 9 %, etc.; dans les moments difficiles de son histoire politique, la France peut dire qu'elle a donné tout son concours à sa grande sœur des États-Unis. Ce fut en France où fut placé le premier emprunt extérieur américain. La Banque de Crédit, de Dépôts et des Pays-Bas — aujourd'hui Banque de Paris et Pays-Bas — émit et plaça des *certificats américains* à 6 %, titres représentatifs de rente américaine 6 %; ces certificats eurent un grand succès. Ce fut également en France que fut admis à la cote officielle des agents de change et se négocia à la Bourse de Paris le premier emprunt américain.



Peu d'années après la guerre de Sécession, les emprunts américains atteignirent et dépassèrent le pair, furent convertis et la dette publique tomba à un chiffre infime en même temps que l'or était revenu en grande abondance et que la prime sur l'or avait disparu!

En raison de l'heure tardive, la discussion est remise et la séance est levée à 19<sup>h</sup> 15.

Le Secrétaire général,  
Alfred BARRIOL.

Le Président,  
Paul MEURIOT.

---

## II/

### ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 19 MARS 1919

---

#### RAPPORT DE LA COMMISSION DES FONDS ET ARCHIVES

MESSIEURS,

Votre Commission s'est réunie chez votre trésorier pour examiner les comptes de 1918 et le projet de budget de 1919.

Elle a vérifié les récépissés des titres et a constaté leur concordance parfaite avec le rapport du trésorier. Elle a vérifié également la conformité aux livres de l'encaisse et des carnets de dépôts au Crédit Lyonnais et au Comptoir d'Es-compte.

Les événements de l'année 1918 ont tenu votre trésorier éloigné de Paris, et cette absence jointe à une maladie et à un vol de documents dont il a été l'objet ne lui ont pas permis de présenter les comptes définitifs de l'exercice en ce qui concerne les cotisations encaissées.

Les recettes de 1918 ne comprennent donc à ce titre que les cotisations dont il a pu être justifié et il reste une somme d'environ 450 à 500 francs qui sera reconstituée dans le courant de 1919 par un pointage complet et portée en recettes dans cet exercice.

Nous espérons que nos collègues en retard de paiement tiendront à honneur de se mettre rapidement à jour et éviteront les frais d'une correspondance qui complique inutilement le travail de notre trésorier.

Les abonnements et ventes au numéro résultent des états envoyés par notre éditeur; les subventions sont d'accord avec les pièces officielles et nous ne pouvons que souhaiter le rétablissement à 1.000 francs de la subvention de la Ville de Paris dont les encouragements nous sont précieux et à laquelle nous attachent des liens d'amitié avec ses hauts fonctionnaires des finances.

Les produits des placements de fonds correspondent à nos valeurs en tenant compte toutefois des retards d'encaissement dus à la période troublée de 1918.

Pour assurer notre trésorerie et faire face à la diminution des cotisations, votre Conseil a autorisé la vente de 400 francs de rente des derniers emprunts;

la réalisation de 300 francs de rente a été indiquée en recettes en 1918; son produit a d'ailleurs servi en partie à l'achat de 100 francs de rente 4 % 1918 et accru légèrement l'encaisse disponible, de telle sorte que le capital total de la Société n'a en fait diminué que de 2.200 francs.

En ce qui concerne les dépenses, le rapprochement avec le budget de 1918 montre que les crédits n'ont pas été dépassés en général. En ce qui concerne le Journal et l'Annuaire, le dépassement est dû à une augmentation de 50 % sur le prix de composition et de papier, par rapport à 1917; en tenant compte de cette augmentation, le budget n'est pas dépassé, mais il importe que notre Secrétaire général continue à presser nos collègues en vue de réduire le texte des communications au strict indispensable.

Notre Secrétaire général a d'ailleurs cru devoir faire quelques réserves au sujet des factures de la maison Berger-Levrault et il va faire le nécessaire pour leur revision.

Les dépenses relatives à la bibliothèque comprennent une allocation spéciale à notre bibliothécaire mobilisé et sont en léger excédent sur le budget, ainsi que les frais extraordinaires en raison du décès de notre très regretté Secrétaire général honoraire FLÉCHEY.

Le projet de budget qui vous est présenté tient compte des frais à prévoir pour la réception des membres de l'Institut International de Statistique appartenant aux nations alliées, que, dans la séance du 19 février 1919, vous avez décidé de recevoir le 10 avril prochain.

Sous la réserve de la mise au point indiquée au sujet des cotisations de 1918, votre Commission des Fonds et Archives vous propose d'accepter les comptes de 1918 et le projet de budget pour 1919. Elle vous propose également d'adresser des remerciements à M. Matrat.

Émile BOREL.

# SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

## BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1918

### ACTIF

#### PORTEFEUILLE

(PRIX D'ACHAT)

#### 1° Titres sans affectation spéciale

##### A. Dépôts au Crédit Foncier :

204 fr. de rente 3 % (résultant de la conversion de 306 fr. de rente 4 1/2 %, réduits à 238 fr. de rente 3 1/2 %). [Récépissé n° 126913]. . . . .	7 163 <sup>f</sup> »	} 64 067 <sup>f</sup> 88			
70 obligations foncières 3 %, 1883 (Récépissés n° 263 990, 275 268 et 995 736) . . . . .	29 317 90				
4 obligations communales 2,60 %, 1892 (Récépissé n° 275 269) [N° des obligations a lots 164 789 à 164 792]. . . . .	2 014 65				
1/4 obligation Ville de Paris 2 %, 1898 (Récépissé n° 314 960) [N° de l'obligation a lots 557 760 2° quart]. . . . .	111 03				
3 obligations chemin de fer du Sud de la France 3 % (Récépissé n° 297 568). . . . .	1 400 85				
26 obligations du gouvernement général de l'Indo-Chine 3 1/2 %, 1898 (Récépissés n° 322 939 et 406 536) . . . . .	13 039 15				
25 obligations des chemins de fer de l'Indo-Chine et du Yunnan 3 % (Récépissé n° 409 390). . . . .	11 020 80				
30 obligations chemins de fer P.-L.-M. (fusion) 3 % anciennes (Récépisse n° 620 607) . . . . .	12 926 »			} 21 546 »	
20 obligations chemins de fer de Paris à Orléans 3 % nouvelles (Récépissé n° 620 608) . . . . .	8 620 »				
18 obligations chemin de fer Paris à Orléans 3 % nouvelles (Récépissé n° 741 565) . . . . .	7 974 »			} 2 936 49	
2 obligations chemins de fer de Paris à Orléans 3 % nouvelles (Récépisse n° 789 486) . . . . .	860 20				
3 obligations chemins de fer P.-L.-M. 3 % (fusion) nouvelles (Récépisse n° 1 254 377). . . . .	1 285 75				
2 obligations Ville de Paris 3 % emprunt 1910, libérées (n° des obligations a lots 517 517 et 517 522) [Récépisse n° 849 461] . . . . .	790 54				
4 obligations Foncières 3 %, 1883 (Récépisse n° 823 295) . . . . .	1 685 »	} 1 228 80			
3 obligations chemins de fer P.-L.-M. 3 % (fusion) nouvelles (Récépissé n° 916 459) . . . . .	1 228 80				

##### B. Dépôts au Comptoir National d'Escompte de Paris :

2 obligations du chemin de fer de l'Est Algerien 3 % (Récépissé n° 501 926) . . . . .	852 <sup>f</sup> 80	} 1 290 80	
1 obligation Foncière 3 %, 1883 (Récépissé n° 427 725) . . . . .	438 »		

#### 2° Titres affectés à la représentation des legs suivants

##### C. Dépôts au Crédit Foncier :

Legs Bourdin : 36 fr. de rente 3 % (Récépissé n° 172 226) . . . . .	997 <sup>f</sup> 60	} 5 791 60	
Legs Bresson : 25 fr. de rente 3 % (Récépisse n° 670 765) . . . . .	805 »		
Legs Hancock : 7 obligations chemins de fer P.-L.-M. (fusion) 3 % nouvelles (Récépisse n° 1 254 376) . . . . .	2 989 »		
Legs Lévassour : 33 fr. de rente 3 % (Récépisse n° 1 155 749) . . . . .	1 000 »		

MONTANT des titres ci-dessus. . . . A reporter. . . . 106 520<sup>f</sup> 07

**ACTIF (Suite)**

*Report.* . . . . . 106 520<sup>f</sup> 07

**D. Déposés au Comptoir National d'Escompte de Paris :**

Legs Coste. 98 obligations du chemin de fer de l'Est Algérien 3 % (Recepisse 501926) . . . . .	41 789 <sup>f</sup> »	} 50 111. »
Legs Mercet : 19 obligations Foncieres 3 % 1883 (Récepissé n° 427 725) . . . . .	8 322 »	

**3° Titres d'arrérages du legs Coste en compte courant**

**E. Deposés au Comptoir National d'Escompte de Paris :**

1 obligation chemins de fer P.-L.-M. 3 % (fusion) nouvelles (Recepisse n° 732 507) . . . . .	366 09	} 4 452 89
1 obligation semblable (Recepisse n° 1 055 831) . . . . .	338 45	
3 obligations semblables (Recepisse n° 504 246) . . . . .	1 283 40	
6 obligations semblables (Recepisse n° 721 551) . . . . .	2 464 95	

**ESPÈCES**

En caisse . . . . .	1 813 <sup>f</sup> 82	} 3 983 <sup>f</sup> 37
Au Crédit Foncier de France . . . . .	87 »	
Au Comptoir National d'Escompte . . . . .	2 082 55	

**DIVERS**

**Bibliothèque :**

Pour memoire. { Valeur des livres. . . . .	» »
{ Numeros du Journal en magasin. . . . .	» »
En dépôt chez l'agent de change pour vente : 100 fr. Rente fran- çaise 5 % 1915 . . . . .	1 745 »

**TOTAL DE L'ACTIF.** . . . . . 166 812<sup>f</sup> 33

**PASSIF**

**Capital des legs suivants**

Legs Bourdin . . . . .	997 <sup>f</sup> 60	} 56 197 <sup>f</sup> 35
Legs Bresson . . . . .	805 »	
Legs Coste . . . . .	41 934 75	
Legs Mercet . . . . .	8 460 »	
Legs Hancock . . . . .	3 000 »	
Legs Lévasseur . . . . .	1 000 »	

*Reserve* sur cotisations rachetées (1) . . . . . 29 863 13

*Fonds sans affectation speciale*, dont 22 000 fr. provenant de l'attribution faite  
à la Société de Statistique, sur le legs fait à l'État par M. Giffard, et 20 580<sup>f</sup> 32  
montant de l'indemnité des assurances pour l'incendie des collections du  
Journal de la Société . . . . . 70 145 67

*Cotisations en cours de rachat* (Reçu 24 annuités de 60 fr.) . . . . . 1 440 »

*Provision pour médaille Bourdin* . . . . . 216 »

**Comptes courants des legs Coste et Mercet**

Legs Coste : Titres d'arrérages disponibles . . . . .	4 452 89
— Fonds d'arrérages disponibles . . . . .	2 772 40
Legs Mercet : Fonds d'arrérages disponibles . . . . .	1 724 89

**TOTAL DU PASSIF.** . . . . . 166 812<sup>f</sup> 33

(1) Cette réserve s'est réduite en 1918 par suite du décès de 2 membres inscrits à cette réserve.

## COMPTES DE 1918

### RECETTES

#### 1<sup>re</sup> PARTIE

#### Recettes effectuées pendant l'année pour le service courant

Cotisations : Membres titulaires . . . . .	3900 <sup>f</sup> »	} 4066 <sup>f</sup> »
— Membres correspondants . . . . .	166 »	
Journal : Abonnements et vente de numéros . . . . .		1180 »
Intérêts non réservés sur les titres du portefeuille général, sur ceux des legs Bresson, Hancock et Levasseur, sur les fonds au Crédit Foncier, et divers . . . . .		3441 90
Subventions reçues en 1918 :		
Ville de Paris : année 1917 . . . . .	500 »	} 2830 »
Conseil général de la Seine : 1917 . . . . .	500 »	
Ministère de l'Agriculture : 1918 . . . . .	1200 »	
Ministère de l'Instruction publique : 1918 . . . . .	300 »	
Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale : 1918 . . . . .	360 »	
RECETTES effectuées en 1918 (1 <sup>re</sup> partie) . . . . .		<u>11 547<sup>f</sup> 90</u>

#### 2<sup>e</sup> PARTIE

#### Recettes spéciales, créances et Règlements d'ordre

<i>Annuités</i> : 2 annuités de 60 fr. pour rachats successifs de cotisations . . . . .		120 <sup>f</sup> »
<i>Legs Mercet</i> : Reçu net en 1918 en compte courant au Comptoir d'Escompte . . . . .	433 <sup>f</sup> 69	} 2170 44
<i>Legs Coste</i> : Reçu net en 1918 en compte courant au Comptoir d'Escompte . . . . .	1736 75	
<i>Legs Bourdin</i> : Affectation à ce legs en 1918 de la provision annuelle pour la médaille . . . . .		36 »
Réalisation de 3 titres de 100 francs de rente chacun des emprunts de 5 % et 4 % :		
1 <sup>o</sup> Valeur d'entrée . . . . .		5235 <sup>f</sup> »
2 <sup>o</sup> Bénéfice . . . . .		272 80
		<u>7 834<sup>f</sup> 24</u>
TOTAL de la 1 <sup>re</sup> et de la 2 <sup>e</sup> partie . . . . .		<u><u>19 382<sup>f</sup> 14</u></u>

## COMPTES DE 1918

### DÉPENSES

#### 1<sup>re</sup> PARTIE

#### Paiements effectués pendant l'année

**Administration :**

Secrétariat général, correspondance, frais et fournitures de bureau, etc. . . . .	1796 <sup>f</sup> 15	}	3795 <sup>f</sup> 35
Trésorerie et archives, frais de recouvrement et de bureau, correspondance, etc. . . . .	1384 70		
Impressions diverses et de convocations . . . . .	614 50		
Loyer : payé en 1918 . . . . .			1252 60
Impression et frais d'envoi. {		}	10153 52
Reliquat de décembre 1917 . . . . .	677 45		
Courant de 1918 . . . . .	8401 07		
— Rédaction en 1918, tableaux et graphiques . . . . .	1075 »		
Annuaire de 1918 : Impression et envoi. . . . .			436 89
<b>Bibliothèque :</b>			
Allocations mensuelles au bibliothécaire . . . . .	300 »	}	565 20
Travaux supplémentaires et imprimés. . . . .	265 20		
Frais extraordinaires et de représentation. . . . .			168 36
			<hr/>
Dépenses réglées en 1918 (1 <sup>re</sup> partie) . . . . .			16371 <sup>f</sup> 92

#### 2<sup>e</sup> PARTIE

#### Dépenses spéciales, placements, débit et règlements d'ordre

Souscription à 100 fr. de rente 4 % de l'emprunt 1918 de la Défense nationale (Emprunt de la Libération) . . . . .	1770 <sup>f</sup> »	}	1805 <sup>f</sup> 81
Droits de garde et menus frais. . . . .	35 81		

TOTAL de la 1<sup>re</sup> et de la 2<sup>e</sup> partie. . . . . 18177<sup>f</sup> 73

**SOCIÉTÉ  
DE STATISTIQUE  
DE PARIS**

**RELEVÉ COMPARATIF QUINQUENNAL DES RECETTES ET DÉPENSES DE DIVERS CHAPITRES**

DÉSIGNATIONS	1914	1915	1916	1917	1918
<i>Recettes du service courant :</i>					
Cotisations encaissées . . . . .	5 018 »	4 182 » <sup>5</sup>	4 245 » <sup>5</sup>	4 403 » <sup>5</sup>	4 066 »
Abonnements et vente du Journal (1) . . . . .	1 458 »	1 442 »	825 »	1 037,50	1 180 »
Revenus des valeurs . . . . .	3 481 »	3 457,54	3 537,22	3 506,46	3 441,90
Subventions . . . . .	2 160 » <sup>2</sup>	3 060 »	4 560 »	3 360 »	2 860 »
TOTAL du service courant . . . . .	12 117 »	12 141,54	13 167,22	12 306,96	11 547 90
<i>Recettes spéciales :</i>					
Annuités pour rachats de cotisations . . . . .	840 »	480 »	1 080 »	780 »	120 »
Revenus des legs avec attribution spéciale . . . . .	1 679,82	2 012 »	1 917,36	1 953,10	2 206,44
Recettes exceptionnelles . . . . .	98,30	»	491,41	36 »	5 507,80 <sup>7</sup>
TOTAL général des recettes . . . . .	14 735,12	14 633,54	15 655,99	15 076,06	19 382,14
<i>Dépenses du service courant :</i>					
Administration, assemblées, recouvrements, etc. . . . .	3 477,20	3 357,70	3 236,60	3 345,85	3 795,35
Loyer . . . . .	750 »	1 000,80	1 000,80	1 000,80	1 252,60
Journal (impression, graphiques, rédaction, etc.) . . . . .	6 745,91	8 353,96	8 841,49	9 923,04	10 153,52
Annuaire . . . . .	300,50	267,65	268,16	319,13	436,89
Bibliothèque . . . . .	319,05	305,75	358,15	350 »	565,20
Dépenses extraordinaires . . . . .	111,85 <sup>3</sup>	»	»	542,35 <sup>3</sup>	168,36
TOTAL du service courant . . . . .	11 704,51	13 285,86	13 705,14	15 481,17	16 371,92
Dépenses spéciales . . . . .	2 000 » <sup>4</sup>	1 745 » <sup>6</sup>	2 088,45 <sup>6</sup>	1 715 » <sup>6</sup>	1 805,81 <sup>6</sup>
TOTAUX . . . . .	13 704,51	15 030,86	15 793,59	17 196,17	18 177,73
<i>Situation au 31 décembre :</i>					
Valeurs en portefeuille . . . . .	161 236,92	162 981,92	164 578,96	166 293,96	161 083,96
En caisse et dépôts . . . . .	4 433,99	4 036,67	4 899,07	2 778,96	5 728,37
TOTAUX . . . . .	165 670,91	167 018,59	169 478,03	169 072,92	166 812,33

## Relevé comparatif quinquennal des années 1913 à 1918

<i>Nombre des Membres au 31 décembre :</i>					
Membre d'honneur . . . . .	1	1	1	1	1
Membres ( à vie . . . . .	106	100	98	94	95
titulaires ) non rachetés . . . . .	339	234	243	252	265
Membres honoraires associés . . . . .	70	52	52	52	49
Membres correspondants . . . . .	31	32	30	29	28
<b>TOTAUX . . . . .</b>	<b>447</b>	<b>419</b>	<b>424</b>	<b>428</b>	<b>428</b>

1. Presque exclusivement par abonnements. Vente de numéros détachés. 50 fr. en moyenne.
2. La subvention du ministère de l'Agriculture a été de 1 000 fr. en 1907, 1908 et 1909 et de 1 200 fr. depuis 1910. — En outre, les subventions n'ont pas toujours été payées pendant les années auxquelles elles se rapportaient. La subvention de 1 000 fr., en 1914, de la Ville de Paris, a été réduite à 500 fr.
3. Médaille de Foville en 1914. — Cinqcentenaire de M. Fiéchet en 1917.
4. Contribution de la Société en 1914 pour la formation du Bureau permanent de l'Institut international de Statistique.
5. Cotisations non réalisées, en partie seulement, par suite de la guerre, des mobilisations de sociétaires et de l'interruption des relations avec diverses contrées.
6. Souscription à l'emprunt de 1915, à l'emprunt de la Défense nationale (100 fr. de rente 5 %, 1 745 fr.) — (100 fr. de rente 5 %, en 1916, 1 750 fr.) — En 1916, amortissement d'une obligation P.-L.-M. 3 % (491 fr. 44) remplacée par une obligation semblable (398 fr. 45) — Souscription en 1917 au 3<sup>e</sup> emprunt de la Défense nationale — Souscription en 1918 au 4<sup>e</sup> emprunt.
7. Vente de 300 fr. de rente.

*Le Trésorier, Paul MATRAT.*



## BUDGET DE PRÉVISION POUR 1919

### RÉCETTES

#### 1<sup>re</sup> PARTIE

Cotisations. . . . .	4 400 <sup>f</sup> »
Journal : abonnements et ventes . . . . .	1 440 »
Revenus des titres du portefeuille et des comptes courants au Credit Foncier et au Comptoir National d'Escompte . . . . .	3 500 »

#### Subventions :

Ville de Paris . . . . .	1 000 <sup>f</sup> »	}	3 360 »
Ministère de l'Agriculture . . . . .	1 200 »		
Ministère de l'Instruction publique (abonn. au Journal) . . . . .	300 »		
Ministère des Travaux publics . . . . .	Memoire		
Conseil general de la Seine . . . . .	500 <sup>f</sup> »		
Ministère du Travail et de la Prevoyance (abon. au Journ) . . . . .	360 »		

#### 2<sup>e</sup> PARTIE

8 annuités en 1919 p <sup>r</sup> rachats de cotisations en cours . . . . .	480 »
Revenus du legs Coste . . . . .	1 600 »
— Mercet . . . . .	280 »
— Bourdin . . . . .	36 »
— Bresson . . . . .	25 »
— Hancock . . . . .	100 »
— Levasseur . . . . .	35 »
Realisation eventuelle des valeurs . . . . .	2 850 »
<b>TOTAL. . . . .</b>	<b>18 106<sup>f</sup> »</b>

### DÉPENSES

#### 1<sup>re</sup> PARTIE

##### Administration :

Secrétariat général. frais de bur., correspondance, etc. . . . .	2 000 <sup>f</sup> »	}	3 850 <sup>f</sup> »
Frais de convocations . . . . .	150 »		
Tresorerie, archives, frais de recouvrement . . . . .	1 400 »		

##### Loyer :

Salles des reun. et bibliothèque. . . . .	1 000 »
---	---------

##### Journal :

Impression et envoi . . . . .	6 200 »	}	8 100 »
Redaction . . . . .	1 400 »		
Graphiques . . . . .	200 »		
Impressions diverses . . . . .	300 »		

##### Annuaire :

Impression et envoi . . . . .	420 »
-------------------------------	-------

##### Bibliothèque :

Livres, reliures et frais divers . . . . .	380 »
--	-------

##### Depenses diverses :

Frais extraordinaires et de representation . . . . .	90 »
--	------

#### 2<sup>e</sup> PARTIE

Supplement eventuel d'impression pour l'extension du journal . . . . .	600 »
— pour les graphiques . . . . .	150 »
Reserve des annuités ci-contre a recevoir . . . . .	480 »
— des revenus du legs Bourdin pour sa medaille . . . . .	36 »
Depenses relatives à la reunion amicale des membres allies de l'Institut international de Statistique. . . . .	3 000 »

**TOTAL. . . . . 18 106<sup>f</sup> »**

*Le Trésorier,*  
**Paul MATRAT.**